

# **SURINAME**

## **Pauvreté dans un pays riche**

*Le Suriname est au 17<sup>ème</sup> rang des pays les plus riches du monde en termes de potentiel de développement. Dans le même temps, la grande majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et les inégalités économiques ont presque doublé durant ces trente dernières années. Des décennies de politique visant à diviser les ethnies pour régner, de clientélisme politique et de répression de la société civile ont exposé les institutions gouvernementales à des influences destructrices, à la fois nationales et internationales.*

**Stichting – Ultimate Purpose  
Maggie Schmeitz**

Le Suriname est riche en ressources naturelles, cependant 80% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les inégalités économiques ont presque doublé ces 30 dernières années, avec 20,2% des dépenses nationales allant à 50% de la population, tranche inférieure, et 50.5% des dépenses nationales allant à 20% de la population, tranche supérieure.<sup>1</sup> La pire menace qui pèse sur la sécurité humaine au Suriname est la crise de la gouvernance, qui devient de plus en plus intolérable. Des décennies de politique visant à diviser les ethnies pour régner, de clientélisme politique et de répression de la société civile par un appareil étatique omnipotent ont exposé les institutions gouvernementales à des influences destructrices, à la fois nationales et internationales.

### **Politique et pouvoir, clientélisme et pauvreté**

Depuis la fin des années 50, l'exploitation et la transformation de la bauxite ont maintenu l'économie à flot, et ont également fourni aux gouvernements qui se sont succédés les moyens de distribuer les richesses sans avoir besoin de stimuler ou de développer d'autres secteurs de production. Le contrôle de l'Etat fort centralisé, encore au pouvoir aujourd'hui, repose sur un système de clientélisme politique à travers lequel les factions politiques, les partisans et les amis peuvent être récompensés par des emplois dans la fonction publique, des logements et autres biens rares.<sup>2</sup>

Le système de clientélisme politique opère de deux façons : il donne du travail et des postes aux gens qui sont politiquement loyaux mais pas nécessairement qualifiés ou compétents et en retour on attend leur collaboration au service des intérêts des amis politiques.

Sur une population totale de 481.146 habitants, avec un taux de chômage variant entre 11% et 14%, un total de 36.151 fonctionnaires constitue 37% de la force de travail.<sup>3</sup> De plus, près de 25% de la force de travail était constituée d'employés de bureau de la fonction publique (23.987), soit 10 fois plus que le nombre du personnel militaire (2.042), plus de

---

<sup>1</sup> Bureau Général des Statistiques, en collaboration avec la Banque InterAméricaine de Développement. *Household Budget Survey Suriname 1999-2000*. Paramaribo, janvier 2001.

<sup>2</sup> Dew, Edward. *The Difficult Flowering of Suriname*, Den Haag, Boston, London, 1978.

<sup>3</sup> Bureau général de la statistique. *Households in Suriname, 1993-1997*, Paramaribo, mai 1998.

En 1996, le nombre total de chômeurs était de 10.699, soit 11% de la force de travail potentielle. De 1993 à 1995, le taux de pourcentage moyen de demandeurs d'emploi dans la population était de 12.3%.

vingt fois plus que les forces de police (1.142), et près de vingt fois plus que le nombre total d'infirmiers/infirmières (1.235)!<sup>4</sup>

La majeure partie des fonctionnaires (cadres moyens ou inférieurs, principalement des femmes) est au dessous du seuil de pauvreté. Par conséquent, nombre d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas à travailler pour un salaire qui ne les nourrit pas. Ceci rend l'ensemble de l'appareil gouvernemental encore plus vulnérable à la corruption, car les fonctionnaires mal rémunérés acceptent des pots-de vin plus facilement. La Réforme du secteur public est à l'ordre du jour depuis 1995. On s'attend à ce qu'il soit encore à l'ordre du jour en 2005, année des prochaines élections.

Les données fournies par les fonctionnaires permettent de dresser un tableau intéressant. Alors que le manque de réaction est de 0 à 0,58% pour les questions inoffensives sur l'âge et le genre, il grimpe jusqu'à 28% quand les questions ont trait aux tâches quotidiennes, et 43% quand elles portent sur le niveau d'éducation. Toutefois, l'examen croisé des données montre clairement les divergences entre les positions et les qualifications.<sup>5</sup>

### **Pas de paiement, pas de soin**

L'Etat peine à entretenir son énorme bureaucratie inefficace et d'autres secteurs doivent en pâtir. Les institutions sanitaires telles que les hôpitaux, les services de santé ruraux et le Fonds public d'assurance santé sont à maintes reprises confrontés aux défaillances du gouvernement. Les dépenses pour les services sociaux de base (éducation et santé) n'étaient en moyenne que de 7,5% des dépenses publiques totales pour la période 1996-2000. Les soins de santé, en particulier, sont tombés à juste 3% entre 1999 et 2000.<sup>6</sup> Ainsi, pour les malades, « pas d'argent, pas de soins ». Du fait que l'assurance santé privée n'est à la portée que d'un petit nombre, la plupart des fonctionnaires s'accrochent à leur emploi car il leur garantit au moins, ainsi qu'à leur famille, une assurance. Les Plans de réforme du secteur de la santé proposent que le Fond d'assurance santé public couvre tous les citoyens, en leur assurant les soins de santé de base. Comme beaucoup d'autres plans gouvernementaux il a été discuté pendant des années mais n'a jamais atteint la phase d'exécution.

### **Contrôle total, sans équilibre des pouvoirs**

Le rôle considérable assigné à l'Etat gêne le développement du secteur privé et augmente le risque d'abus de pouvoir par l'Etat.<sup>7</sup> En raison de la position dominante du Gouvernement, il est rentable, pour les particuliers, de s'investir dans la politique. Le contrôle de l'appareil d'Etat signifie le contrôle de tous les biens et services publics, y compris l'électricité, l'eau, le téléphone, les soins de santé, l'accès à la terre, les droits de douane, les permis, etc.

Le dernier compte budgétaire approuvé par le Parlement date de 1964. Depuis 1988, les budgets ne sont même pas publiés par le Ministère des Finances, et le contrôle des dépenses est donc inexistant. Les budgets pour l'exercice suivant sont présentés sans justification des dépenses de l'exercice précédent.<sup>8</sup> Pendant la décennie 1990-2000, les services publics n'ont pas présenté un seul rapport annuel. La Agence comptable centrale

<sup>4</sup> Ministry of Home Affairs. *Registration of Civil Servants*. Paramaribo, mai 2003, Tableau 7.

<sup>5</sup> *Ibid*, Tableaux 8, 10 et 11.

<sup>6</sup> Ministry of Finance, Budget Office, 2001.

<sup>7</sup> Inter-American Development Bank. Economic and Sector Study Series, *Governance in Suriname*, Washington, avril 2001.

<sup>8</sup> Tjong Ahin, S. «Conceptualizing of the term Good Governance» dans *Good Governance, Condition for Economic Development*, Association of Economists, Paramaribo, 2003.

nationale (Central National Accountants Agency), qui soi-disant les contrôle, n'a qu'un seul expert-comptable dans son personnel.<sup>9</sup>

### **Insécurité économique et monétaire**

Avec des importations dépassant de loin les exportations, de fortes dépenses publiques (45,5% du PIB) et une production stagnante, il n'est pas surprenant que la situation économique soit mauvaise. Le taux de change du dollar US a été artificiellement fixé à près de 1 dollar US pour 2.700 SRG depuis 2001. Pour restaurer la confiance dans le propre système économique et monétaire du pays, la Banque Centrale a créé une nouvelle monnaie nationale, le Dollar surinamien (SRD). Sans que l'on ait pris aucune autre mesure monétaire ou économique, trois zéros ont été supprimés pour rehausser le taux de change à 1 dollar = 2,7 SRD. La campagne de promotion visant à appuyer le lancement du SRD, le 1<sup>er</sup> janvier 2004, a été entravée par le fait que les nouveaux billets de banque n'avaient pas été imprimés.

Beaucoup de questions ont été posées au sujet des transactions passées par le Gouvernement avec plusieurs sociétés transnationales, en 2003. Bien qu'il y ait un appui public aux efforts visant à attirer l'investissement étranger, il y a eu aussi beaucoup de critiques en ce qui concerne les conditions impliquées et des interrogations pour ce qui est des avantages que la nation tirera de ces transactions. Au cours des dernières décennies, des accords ont été passés, qui non seulement n'ont pas bénéficié à l'économie nationale,<sup>10</sup> mais qui ont en outre dégradé l'environnement<sup>11</sup> et déraciné des communautés locales.<sup>12</sup> Malheureusement, les négociations sont toujours dominées par des intérêts politiques et individuels à court terme. Par exemple, deux compagnies minières – Billiton (Hollande) et Alcoa (USA) – en concurrence pour l'octroi d'une concession, ont profité de l'indécision du gouvernement du Suriname pour unir leurs forces et présenter au Gouvernement un accord conjoint qui était à leur avantage mutuel. Aucune transaction n'a, à ce jour, offert de garanties précises concernant l'emploi, le transfert de technologie et de compétences, ou l'utilisation des produits locaux.<sup>13</sup>

### **Criminalité, drogues et violence**

« Il n'y a pas de plus grande menace pour la société civile, dans les pays de la Caricom, que le problème de la drogue ; et rien n'illustre mieux l'impuissance des gouvernements régionaux. »<sup>14</sup>

La faiblesse de la gouvernance et des institutions permet aux forces criminelles d'infiltrer plus facilement le gouvernement et les institutions financières et privées. L'augmentation de la corruption institutionnalisée va de pair avec une augmentation de la consommation de drogue et de la criminalité liée à la drogue. Les acteurs sont des réseaux criminels nationaux et internationaux, dont les crimes (blanchiment d'argent, enlèvements, vendettas et extorsion) non seulement sont liés au circuit de la drogue, mais recouvrent aussi

<sup>9</sup> National Auditors Office of Suriname, *Annual Report 1999*. Paramaribo, 2000.

<sup>10</sup> Par exemple, Bauxiet Akkoord, qui avait des taxes fixées à un taux de change de 1 USD = 6 SRG.

<sup>11</sup> Les compagnies transnationales exploitant le bois telles que Berjaya et Musa (Indonésie).

<sup>12</sup> Les concessions données à la multinationale d'extraction de l'or, Golden Star (Canada), dans la zone économique de la communauté de Nieuw Koffiekamp, un village que ses habitants avaient déjà quitté, contre leur gré, pour laisser la place à un barrage hydroélectrique construit fin 1950/ début 1960.

<sup>13</sup> Au contraire, Cambior (Canada), une transnationale exploitant des mines d'or informa les boulangeries locales du district de Brokopondo qu'elle n'aurait plus besoin de leurs services car elle allait ouvrir sa propre boulangerie. Les protestations du ministère du Commerce et de l'Industrie et du ministère du Développement Régional n'ont eu aucun effet.

<sup>14</sup> Communauté caraïbe (Caribbean Community - Caricom). *Crime and Security Report*. 2002.

la fraude, le jeu, la prostitution, la pornographie infantine et le trafic d'enfants. Les réseaux criminels sont très bien organisés et ont généré d'énormes profits qu'ils réinvestissent à la fois dans des activités licites et illicites. Les membres de ces groupes se protègent en infiltrant des organisations légitimes, en corrompant et compromettant ainsi l'ordre légal.

Ceci a des effets désastreux sur le tissu social. Non seulement la consommation de drogues est croissante, mais les modes de consommation et les styles de vie des barons de la drogue séduisent les jeunes marginaux. Il n'y a pas d'investissement dans les institutions chargées de l'application des lois et de la sécurité, ni de législations adéquates pour combattre ces nouvelles formes de criminalité.<sup>15</sup>

Le nombre de crimes contre les propriétés s'est accru, passant de 15.729 en 2 000 à 19.071 en 2 002. Ces crimes sont aussi devenus plus violents, et sont accompagnés de dommages corporels graves, de viols, d'incendies criminels et de meurtres, et contribuent largement à susciter des sentiments de peur et de frustration au sein de la société.<sup>16</sup>

Les citoyens ordinaires sont pris entre le marteau et l'enclume ; sans les capitaux à investir dans une technologie sécuritaire sophistiquée ou dans le recrutement de gardes professionnels dans les quartiers,<sup>17</sup> ils sont les premiers à être victimes de criminels qui choisissent d'opérer avec le moins de risque. Il y a aussi les victimes de la brutalité policière encouragée par le manque de personnel, la peur et la frustration au sein du corps. Les suspects sont gardés en détention préventive jusqu'à trois mois, en raison du manque de personnel au Palais de Justice.

### **En qui avoir confiance?**

La corruption qui sévit au sein des forces de police étant largement reconnue, et même acceptée par le Ministre responsable,<sup>18</sup> le citoyen moyen réfléchit à deux fois avant de signaler un crime. Comme si cela ne suffisait pas, le citoyen moyen est accusé de « ne pas faire preuve d'assez de civisme »<sup>19</sup> pour signaler ces crimes. Le fait est que la tradition de punir la criminalité n'est pas très forte au Suriname. Un ancien militaire, organisateur d'un coup, accusé de trafic de drogue et recherché par Interpol, est à présent membre de l'Assemblée Nationale pour son parti. Un ancien guérillero, braqueur de banque, accusé de trafic de drogue, est maintenant un employé salarié du Service National de Sécurité.

Le 8 Décembre 1982, 15 opposants au régime militaire (journalistes, juristes, universitaires et chefs de syndicats) ont été assassinés par les autorités militaires. *Decembermoorden* (les meurtres de Décembre), comme on les appelle, sont un problème soulevé lors de chaque campagne électorale du parti au pouvoir, mais les parents des victimes ont encore dû faire pression sur le gouvernement pour qu'il continue d'enquêter sur ces atrocités, sans tenir compte que selon la loi, il y aurait eu prescription (18 ans) pour ces crimes, en 2 000.

### **Criminalité environnementale**

Les organisations environnementales nationales et internationales ont donné l'alarme concernant la forte pollution des sols et de l'eau des rivières, due aux grandes quantités de mercure utilisées par les petites exploitations d'or à l'intérieur du pays. Les chercheurs d'or

---

<sup>15</sup> Santokhi, Ch. « Threats to Good Governance » in *Good Governance, Condition for Economic Development*. Association of Economists, Paramaribo. 2003.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Un service payant fourni par des agents et des compagnies de sécurité.

<sup>18</sup> Ministre de la Justice et de la Police, discours du Nouvel An, 2003.

<sup>19</sup> Ministre de la Justice et de la Police dans un entretien radiodiffusé, Radio 10, Janvier 2004.

sont en général des étrangers, la plupart du Brésil, ou des habitants de villages proches des aurifères. Les 150 chercheurs d'or enregistrés sont une petite minorité comparée aux 15 000 à 30 000 chercheurs d'or illégaux estimés qui opèrent sans permis. Ils utilisent la méthode la moins coûteuse pour rechercher l'or, de sorte que 40% à 50% du mercure va directement dans le sol et dans les rivières. Le reste finit dans l'atmosphère sous forme de vapeur de mercure. L'intoxication au mercure affecte les habitants locaux qui consomment du poisson, utilisent l'eau de la rivière pour boire et inhalent les vapeurs de mercure quotidiennement.<sup>20</sup>

Bien que peu de cas d'empoisonnement au mercure aient été signalés au Suriname, du côté brésilien de la frontière, il y a un nombre croissant de cas au sein des communautés autochtones, où des enfants naissent avec des malformations directement liées à l'empoisonnement au mercure chez la mère durant la grossesse.<sup>21</sup>

A ce jour aucune législation n'a été votée pour interdire la vente ou l'usage de mercure.

L'environnement et la santé publique sont également menacés par les pesticides abondamment utilisés dans l'agriculture. Les associations d'agriculteurs reconnaissent l'usage abondant de pesticides sur les légumes jusqu'au jour précédant la récolte : « si vous ne pulvérisez pas, vous ne vous récoltez pas. Et si vous ne récoltez pas, vous ne vendez pas et vous ne mangez pas ». <sup>22</sup> En 2002 des légumes exportés ont été renvoyés au Suriname par les Pays-Bas, en raison du niveau élevé inacceptable de *monochrotophos* qu'on y avait trouvés. Ce pesticide, destiné à la culture du riz, et non aux légumes, entraîne des décès prématurés, des déformations congénitales et des lésions cérébrales, et affecte la moelle des os et la structure de l'ADN. Toutefois le ministère de l'Agriculture, ne trouve pas nécessaire de contrôler les légumes pour le marché national car « pour autant que nous sachions, tous les importateurs de pesticides se conforment aux règles et règlements ». <sup>23</sup>

### **Le défi pour la société civile**

La bonne nouvelle est qu'aujourd'hui, tous les secteurs de la société civile s'accordent largement sur le fait qu'il y a un besoin urgent de réformer la gouvernance. Il faudra à la société civile du courage et de la persévérance pour prendre position et réclamer des réformes avant les prochaines élections. Attendre plus longtemps pourrait s'avérer être trop tard.

Autrement, la sécurité humaine ne sera rien d'autre qu'une illusion fugitive, à que l'on poursuit, sans jamais la réaliser.<sup>24</sup>

---

<sup>20</sup> Lie A Kwie, K. *Mercury intoxication as a result of small scale gold mining in Suriname*, 1997.

<sup>21</sup> Lafaix Philippe. *The law of the Jungle*, documentaire, 2003.

<sup>22</sup> Crab, J. « Poison on our Plate » dans *Paramaribo Post*. 13 Février 2003.

<sup>23</sup> Le Directeur par intérim du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche dans un entretien accordé à *Paramaribo Post*, février 2003.

<sup>24</sup> Pour paraphraser les paroles de «War» de feu Bob Marley.